

LE PERIL ETRANGER

FAUT-IL LIMITER L'IMMIGRATION ?

On discute beaucoup la question d'immigration, aux Etats-Unis, parmi les sociologues et les hommes publics. Le *Devoir* a déjà mentionné les travaux de la commission spéciale chargée, en 1907, d'étudier cette question sous toutes ses faces, et qui a conclu, en 1910, en demandant, entre autres résolutions, la limitation du nombre des immigrants admis chaque année dans la République américaine.

A l'heure actuelle, cet aspect du problème n'est pas encore tiré au clair. Mais, de toutes parts, les sociologues et les observateurs américains, — du moins la grande majorité d'entre eux, — paraissent favorables à cette limitation.

Il y a à peine un mois, (le 3 décembre 1912), d'après le *Times*, de New-York, le professeur H. P. Fairchild, de l'Université Yale, parlait sur ce sujet: "Faut-il limiter l'immigrant?" Après avoir fait remarquer que l'immigration excessive aux Etats-Unis, depuis 20 ans, a eu entre autres résultats celui de diminuer les salaires de manière notable et de poser la question sociale plus bruyamment qu'elle ne se fût posée, dans des conditions normales, H. Fairchild se déclare partisan de la restriction du nombre des immigrants, jusqu'à ce que les Etats-Unis aient pu satisfaire ceux qui y sont déjà et améliorer les conditions de la classe ouvrière.

"Si l'on peut établir que l'immigration libre est le plus sûr moyen de faire le plus grand bonheur de la masse", dit H. Fairchild, "je serai favorable alors à l'immigration illimitée. Mais on ne l'a point prouvé jusqu'ici, et il me paraît même que l'on peut démontrer le contraire. Il n'y a pas de doute que l'immigrant, en tant qu'individu, améliore ici son sort, à tout prendre. Mais il faut aussi compter avec les inconvénients et le tort qui résultent de sa présence pour ceux qui sont déjà aux Etats-Unis depuis longtemps, — pour les gens nés dans la République comme pour les immigrants venus ici depuis plusieurs années. Il est toutefois une chose dont je suis certain. C'est que le degré d'amélioration du sort de la masse est bien inférieur ce qu'il serait si nous avions une politique d'immigration plus intelligente. Et cela ne détermine à adopter l'attitude que je défends aujourd'hui. Des méthodes de transport améliorées ont rendu possible un immense accroissement d'immigration, à l'heure même où l'Amérique atteint un point de développement tel qu'elle n'a plus réellement besoin d'immigrants. Et c'est ce qui a créé le problème moderne de l'immigration. L'immigration moderne a pour effet d'introduire des éléments nouveaux dans l'empire social, bien plus vite que celui-ci ne peut en digérer. Les conditions sociales manquent de s'améliorer, elles rétrogradent même, de ce fait. Cette politique d'immigration introduit ici trop de matière brute ("too much raw material") pour ce que nous sommes capables d'en digérer, dans l'état relatif d'ignorance des lois sociales où nous sommes, pour l'heure... Encourageons donc avec calme, mais avec fermeté, l'immigrant à rester chez lui jusqu'à ce que nous ayons mis en pratique des mesures effectives qui lui donnent pleinement ce qu'il désire et ce qu'il vient chercher ici, pour nous, pour lui et pour sa patrie."

L'enquête du *Devoir* sur l'immigration canadienne a établi que celle-ci est cinq fois plus nombreuse que l'immigration aux Etats-Unis, en regard aux conditions de chaque pays, et que, à toute époque de son développement national, la République américaine n'a eu à faire face à un problème aussi redoutable, au point de vue de la nationalité, que celui que pose ici notre politique imprévoyante. Si le danger existe aux Etats-Unis, de fait de l'immigration libre, il est cinq et même dix fois plus grand ici, en raison de la relative de la plupart des nouveaux venus se consigner de fait que le Canada ne vient pratiquement que de saiter. Il faut certes restreindre le nombre de nos immigrants. C'est la conclusion qui ressort de l'étude un tant soit peu consciencieuse de cet immense problème, dont le peuple a jusqu'ici abandonné la solution à des politiciens qui mettent leur maudite politique au-dessus de tout et méprisent les intérêts du pays.

En cours de notre enquête récente sur l'immigration, nous avons demandé la limitation de l'immigration à la classe rurale, et l'imposition d'un droit d'entrée sur les manoeuvres, les terrassiers et les journaliers, dont la présence, dans nos grandes villes, est loin d'améliorer les conditions sociales et économiques de la masse. Un observateur, au courant de ce qui se passe dans le monde canadien du travail, disait l'autre jour, devant nous, que la présence, à Montréal, de milliers et de milliers d'immigrants employés dans nos fabriques et qui acceptent des salaires de beaucoup inférieurs à ceux des ouvriers canadiens ou anglo-canadiens, est en train de préparer une crise ouvrière dont la répercussion se fera sentir dans tout le domaine économique. Il nous signalait, comme faits qui étaient en tête, les petites grèves récentes et nombreuses, à Montréal, dans des boutiques où l'on fabrique les vêtements. Il est clair que, un jour ou l'autre, — et plus tôt qu'on se le pense, — ces grèves prendront de plus grandes proportions. Tous les dangers de cette immigration faite au petit bonheur apparaîtront alors à ceux qui l'ont encouragée ou l'ont laissée se pratiquer quand ils eussent dû joindre leurs volontés afin d'en limiter le courant.

Cette immigration hétérogène, ainsi que nous nous sommes efforcés de l'établir, dans notre dernière enquête sur les causes de la vie chère, n'est pas non plus sans avoir contribué à aggraver en une certaine mesure le manque d'équilibre entre la population des villes et celle des campagnes. M. Hays, vice-président du Pacifique Canadien, à Winnipeg, écrivait il y a peu de semaines, dans la revue financière du *Globe*, pour l'année 1912, que "des immigrants arrivés au Canada depuis dix ans, il n'y a que 25 pour cent à peu près qui se soient établis dans les campagnes et cultivent le terre". A supposer que 30 pour cent des immigrants retournent dans leur pays d'origine, il reste que 65 pour cent des immigrants vivent ici dans les villes. Ils y forment des îlots de population considérables, qui, vu les conditions de la vie urbaine, ne s'assimilent que les vices et les défauts de la population avoisinante. Aux Etats-Unis, par exemple, on a remarqué que les immigrants du sud de l'Europe, d'uneabilité remarquable, lors de leur arrivée, se familiarisent vite avec l'alcool et le jeu, après quatre ou cinq ans de travail dans les mines ou les grandes entreprises, un fort contingent d'ivrognes et d'incapables. La même observation peut se faire, quant aux immigrants canadiens de même origine. Et les bagarres, presque toujours causées par l'alcool, qui ont lieu chaque semaine, dans les villes canadiennes, entre Italiens, Polonais, Galiciens, Belges ou Russes de la région de la Mer Noire, confirment cette thèse.

De quel côté donc que l'on se tourne, l'on se convainc que, avec leur politique actuelle d'immigration, nos gouvernements introduisent dans la vie canadienne, sans nul souci de l'avenir, des éléments difficiles à assimiler, "dans l'état relatif d'ignorance où nous sommes des lois sociales", pour employer l'expression juste de H. Fairchild.

Continuons-nous longtemps cette politique insensée, au détriment des véritables intérêts du Canada ? Ou nos gouvernements, enfin, au lieu de laisser entrer, chaque année, comme en 1912, 412,955 immigrants de toutes nationalités, en terre canadienne, limiteront-ils cette immigration aux seuls producteurs d'Europe ? S'ils ne le font pas, s'ils n'imposent pas un droit d'entrée aux manoeuvres, aux journaliers, aux terrassiers d'outre-mer, ainsi qu'aux immigrants désireux de travailler dans les fabriques, sans avoir de métier particulier, ils préparent un rude réveil au Canada, peut-être même une crise ouvrière formidable.